

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 23 (1986)
Heft: 839

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

J.A. 1000 Lausanne 1 No 839 / 6.10.86
Hebdomadaire romand Vingt-quatrième année

24 ans

La politique n'est plus ce qu'elle était

La politique passionne de moins en moins les Suisses. Un fait connu et reflété par un abstentionnisme en progression constante. Un fait confirmé par les derniers résultats d'un sondage Univox (voir encadré) :

Aux dernières élections fédérales de 1983, 53% des citoyens se déclaraient proches d'un parti politique ; ils ne sont plus que 45% aujourd'hui. Ces dernières années, c'est surtout le parti socialiste qui a vu chuter sa popularité ; actuellement tous les partis gouvernementaux sont touchés : en trois ans ils ont perdu 10% de leurs sympathisants. Les socialistes ne sont plus seuls à peiner pour faire aboutir une initiative populaire ; quatre mois avant l'échéance les radicaux constatent avec consternation qu'il leur manque plus de la moitié des signatures nécessaires pour faire aboutir leur initiative fiscale.

Certes les petites formations ont profité du recul des grandes : leur cote d'amour a passé de 9 à 11% depuis 1983 et elles ont pu faire leur entrée dans plusieurs parlements cantonaux et communaux ou y consolider leurs représentations. Mais l'intérêt accru qu'elles suscitent, essentiellement dans les régions urbaines, n'est pas suffisant pour contrecarrer la tendance générale à l'indifférence à l'égard des partis politiques.

Les citoyens ne délaissent pas seulement les organisations politiques ; c'est à la politique tout court qu'ils tournent le dos : un tiers seulement avoue un intérêt général pour la chose, contre 43% en 1983, et 30% déclarent participer à toutes les votations. Et encore, ces citoyens actifs, nous le savons, ne sont pas toujours au clair quant à la matière sur laquelle ils sont appelés à se prononcer.

Bref, le modèle démocratique en Suisse ne donne pas les signes d'une santé éclatante. Les optimistes rétorqueront que le phénomène n'est pas nouveau, que l'indifférence des citoyens est en définitive l'expression d'un taux élevé de satisfaction : les peuples heureux n'ont pas d'histoire, dit-on ; faut-il ajouter que la politique n'est pour eux qu'un souci marginal ?

Cette appréciation rassurante est peut-être valable dans une période de croissance où le consensus est d'autant plus facile que tous les groupes sociaux participent d'une manière ou d'une autre à la prospérité collective. Dans la situation actuelle, elle relève de l'aveuglement. Depuis la fin des années 60 l'activisme politique n'a cessé de prendre de l'importance.

(suite au verso)

LE BAROMETRE DE L'OPINION

(jd) On connaît les analyses Vox qui, après chaque votation fédérale, déterminent les caractéristiques sociologiques des partisans et des adversaires du projet, ainsi que les motifs qui ont guidé leur choix. Univox est une entreprise plus ambitieuse : il s'agit d'observer de manière régulière l'état de l'opinion helvétique - thèmes prévus : vivre en Suisse, vie publique, économie et indépendance - et de constituer

une banque de données permettant de saisir l'évolution de l'opinion.

L'entreprise est placée sous la responsabilité des instituts spécialisés en collaboration avec la Société suisse pour la recherche sociale appliquée à Zurich, et financée par des abonnements souscrits par des entreprises, des médias, des organisations et des partis politiques.